

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET GÉOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

Option Scientifique

L'épreuve d'Histoire, Géographie et Géopolitique du Monde Contemporain de l'ESCP- EAP 2006 a été composée au plan national par 3 576 candidats qui ont obtenu une moyenne de 9,71/20 avec un écart-type de 3,62. Cette épreuve est en effet utilisée comme Banque d'épreuves par quinze Ecoles de Commerce de province (Lyon, Edhec, Audencia Nantes, Grenoble, Lille, Strasbourg, Clermont, Rennes, Pau...).

Mais la grande nouveauté 2006 résidait dans la rationalisation - à la demande du Ministère de l'Education Nationale - des épreuves de la Banque Centrale d'Epreuves et donc des écrits d'admissibilité des deux grandes Ecoles de la CCIP de Paris, HEC et l'ESCP-EAP. Ces arbitrages conjoints se traduisent par le fait qu'HEC abandonne en HGG son épreuve écrite - tout en gardant bien sur ses épreuves orales d'admission - pour prendre l'épreuve de l'ESCP EAP comme Banque d'épreuve. Les 1 978 candidats HEC obtiennent à l'épreuve une moyenne de 10,62/20 avec un écart-type de 3,59 .

Par le nombre très important des candidats présentant conjointement les deux Ecoles, par la proximité des moyennes et des écarts-types pour la même épreuve et le même jury, ces résultats valident totalement les choix de rationalisation opérés à la rentrée 2005 par les directions des deux Ecoles et la DAC de la CCIP.

Rappelons que, pour faciliter l'appropriation des nouvelles dispositions (changement de programme et disparition de l'épreuve écrite conçue par HEC), la direction de l'ESCP et la DAC - en étroite association avec les deux jurys - avaient décidé cette année - à titre exceptionnel et tout à fait transitoire - de présenter aux candidats une épreuve comportant deux sujets aux choix.

Enfin, concernant la conception des sujets, il est de la responsabilité des concepteurs d'éviter pour cette épreuve une évolution de « type baccalauréat » où les sujets d'histoire et de géographie correspondent trop souvent aux titres des parties du programme prévues par le B.O. De futurs cadres d'entreprises ont autre chose à faire que de mémoriser puis réciter par cœur de simples parties d'un cours. Les sujets sont donc conçus - dans le cadre des programmes - pour permettre à chacun de s'individualiser le mieux possible en faisant preuve d'intelligence et de culture.

donc conçus - dans le cadre des programmes - pour permettre à chacun de s'individualiser le mieux possible en faisant preuve d'intelligence et de culture.

De même, il doit être clair que les sujets ne sauraient sacrifier l'une des deux années de préparation au concours. Nous souhaitons attirer l'attention des candidats et des préparateurs sur le fait que dans l'esprit de ses concepteurs ce nouveau programme est un tout cohérent avec une 1^{er} année qui est une analyse générale thématique servant de cadrage général et une 2^{em} année qui est composée de zooms continentaux permettant d'approfondir les grandes thématiques de la 1^{er} année et de nuancer par des mises en comparaison entre grandes trajectoires continentales. Dans ce cadre, l'approche géopolitique - qui est une des grandes nouveautés du programme - doit être déclinée durant les deux années, la 1^{er} étant particulièrement consacrée aux concepts, méthodes et démarches. La préparation générale, les révisions définitives à quelques semaines des écrits et la définition des sujets blancs servant de ballon d'essais doivent donc bien veiller à maintenir cette articulation essentielle.

I. Des remarques de formes

Sur la forme, l'expression écrite demeure la faiblesse d'un grand nombre de candidats : ont été sanctionnés les approximations sémantiques, la ponctuation déficiente, l'orthographe souvent hésitante (forte récurrence des « prix Nobels », « pétrole », « bateaux »), et les incertitudes sur les noms propres (« Fourastier », « Shumpeter » voire « Schum Peter », « Baudriard », confusion Ohmae/Ohno...). On peut en outre déplorer les anglicismes inutiles (« booster » est à la mode), paillettes inutiles dont certains candidats saupoudrent leur « réflexion ».

Sur le fond, il convient, comme hélas tous les ans, de rappeler que le Jury attend des candidats une problématique claire qui ne se borne pas à recopier le libellé du sujet en y ajoutant un point d'interrogation. Elle doit montrer comment le candidat a compris le sujet et, à partir de là, ce qu'il va démontrer à partir de la présentation d'une idée centrale, d'une hypothèse. Les termes essentiels du sujet doivent être définis. De même, l'annonce du plan doit être explicite : trop d'annonces sont énigmatiques, floues, abstraites. Le plan doit être équilibré ; de nombreuses troisièmes parties se révèlent bâclées, creuses ou se bornent à répéter ce qui a déjà été dit. De même, la dissertation n'est pas une récitation de cours ou de fiches mémorisées mécaniquement. Il ne sert à rien de remplir le développement de multiples chiffres (parfois recopiés dans les documents !) et dates. La dissertation est une démonstration organisée autour de notions et de concepts qui doivent toujours être illustrés par des exemples développés et variés. Enfin, les conclusions sont souvent négligées et se limitent à résumer le développement. Pourtant, même lorsque le candidat est pris par le temps, on devrait au moins y trouver une réponse à la problématique posée au départ et une ouverture du sujet. C'est rarement le cas.

En ce qui concerne la carte, rappelons qu'elle joue un rôle important. Si on constate globalement de gros efforts réalisés par la majorité des candidats depuis cinq ou six ans, rappelons que la carte est une construction graphique et intellectuelle qui vise à une démonstration, qu'il est inutile de réaliser une légende fleuve ... lorsque la carte reste muette ! et qu'elle doit comporter des localisations et non simplement des signes et couleurs.

II. Sujet n°1. Consommation et consommateurs dans les pays d'économie libérale depuis le début des années 1950.

Parfois critiqué par certains, ce sujet sur la consommation s'est révélé exigeant et sélectif en permettant de dégager de bonnes copies. Que le plan soit chronologique ou thématique, les meilleurs candidats ont su évoquer les modèles de consommation (Etats-Unis, Europe ouest, pays qui ont accédé récemment à la société de consommation), les images qui y sont associées et les fortes influences géopolitiques qu'elles ont pu avoir durant la période. De même, les facteurs de développement de la consommation (niveau de vie, publicité, crédit...), les formes successives de consommation (alimentation de moins en moins, logement, santé et loisirs) ou le rôle des consommateurs, plus important aux Etats-Unis et dans l'Europe du nord, ont souvent été présentés.

Les principales faiblesses tiennent à une absence d'articulation entre consommation et systèmes productifs, à un manque de réflexion sur le rôle de la consommation et des consommateurs dans les économies des PDEM, et à une vision souvent très centrée sur les États-Unis, le Japon et la France, les pays émergents étant souvent négligés ou étroitement circonscrits aux NPIA. La distinction entre consommation et consommation de masse n'est jamais clairement établie. Seules les très bonnes copies sont capables d'associer politiques keynésiennes, Etat Providence et consommation de masse même si la référence aux rapports entre fordisme et consommation de masse apparaît plus souvent dans les copies.

De même, la contestation de la société de consommation, les sources d'inégalité, les effets d'image ou l'action de l'Etat (soutien à la consommation) n'ont pas toujours été mis suffisamment en lumière. Sur un plan plus sociologique, la corrélation entre consommation de masse et « moyennisation » de la société est rarement analysée et les comportements de consommation selon les catégories sociales ne sont pas plus évoqués. Bourdieu, par exemple, n'est jamais cité. Dans ces conditions, les comportements nouveaux des consommateurs se résument dans les copies à la création d'associations, à la recherche frénétique de nouveaux produits, mais la notion uniformisation/diversification de la consommation est rarement évoquée ou analysée. Dans l'ensemble, on doit aussi relever que peu de données chiffrées ont été fournies et que la palette des exemples est restée médiocre. Certains candidats ont des difficultés à analyser les relations existant, depuis les années 1980, entre les nouvelles formes de consommation et les nouvelles formes de production.

Malgré tout, les meilleures copies ont su intégrer outre des données géographiques, historiques et géopolitiques des approches sociologiques, culturelles et politiques.

III. Sujet n° 2. Les innovations scientifiques et techniques dans l'organisation et la dynamique de la mondialisation (avec carte).

Après la grande thématique de la mobilité en 2005, des hiérarchies et basculement des rapports de force en 2004, une nouvelle question majeure posée à nos sociétés, économies et territoires contemporains était prise comme sujet : un enjeu central dont on parle tous les jours et qui représente pour les entreprises une question essentielle. Par rapport aux programmes, cette question était bien à cheval sur les deux années et les quatre modules. On pouvait s'attendre - par exemple - en 1^{er} partie à la description et à l'analyse des enjeux actuels, puis à une conceptualisation et mise en perspective historique avec une approche longue durée sur un siècle, et enfin, troisièmement à une « régionalisation » avec l'introduction des quatre modules régionaux géographiques et géopolitiques de la seconde année avec une analyse des enjeux économiques et géopolitiques aux échelles mondiales, continentales, nationales et régionales.

On pouvait de même attendre de candidats à des postes de responsabilité dans de futures grandes firmes internationales qu'ils maîtrisent un minimum des notions aussi banales que la découverte, l'innovation, l'invention, les innovations de produit ou de procédé, la propriété intellectuelle, la science, le système technique... En géographie et géopolitique, les notions de puissance, de domination, de déséquilibres, de polarisation, de rétention/ diffusion des innovations, de technopoles, de processus de métropolisation, de cluster, de délocalisation des fonctions et productions, de pays émergents, de développement (...) étaient bienvenues.

Le jury attendait la réflexion des candidats sur des articulations aussi banales que les remontées de filières et maîtrises technologiques, le *brain drain* et la fuite des cerveaux, les politiques industrielles et scientifiques des Etats, le poids des complexes militaro-industriels, les nécessaires articulations entre formation et qualification, entre innovation, concurrence, avantage concurrentiel et comparatif, les bouleversements introduits par la révolution informatique... Il faut noter que des formes d'innovations, par exemple dans une industrie traditionnelle comme le textile, qui auraient permis d'explorer les dynamiques organisationnelles, territoriales... sont rarement mentionnées. Trop de candidats se contentent d'une approche descriptive de l'impact des technologies sur les transports, donc sur l'accroissement des échanges à laquelle la mondialisation est réduite. Certaines vont jusqu'à limiter le propos à l'interaction entre innovations et internationalisation des échanges.

De la question de l'accès au nucléaire de l'Iran aux démarches menées par la Commission européenne contre le monopole de Microsoft et Bill Gates, devenu un des hommes les plus riches du monde, du lancement d'ITER aux débats sur l'avenir de la station orbitale internationale et à la concurrence entre Boeing et Airbus (...), l'actualité permettait sans difficulté d'illustrer une copie. Il serait quand même grand temps que les préparateurs et les candidats - sans tomber dans les banalités des conversations du Café du Commerce - comprennent que l'épreuve d'histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain porte très justement sur les dynamiques et les enjeux contemporains du monde.

On pouvait donc s'attendre à ce que soit signalé le rôle des innovations dans la croissance économique (cf thèses de Schumpeter par ex.), connue la notion de « système technique », développé le rôle des guerres et des complexes militaro-industriels... Les innovations (terme souvent mal défini au demeurant) ont été de façon quasi systématique réduites aux moyens de transport et de communication, ce qui paraît signaler une culture scientifique singulièrement lacunaire pour des « scientifiques ». Ont été à peu près oubliées les formes de synergies liées aux innovations (efforts dans le cadre des PCRD de l'UE, regroupements d'entreprises, « clusters ») induites par les coûts croissants de la R&D. Les transformations de la DIT et la DIPP ainsi que le processus de « remontée des filières » ont souvent manqué à l'argumentation. Le problème du financement de la recherche (rapport recherche publique / recherche privée, rôle essentiel du capital risque) n'est quasiment jamais évoqué.

Globalement les enjeux de la course à l'innovation sont très rarement évoqués, et toujours limités aux rapports Nord-Sud, ou à une problématique de centre-périphérie à l'échelle mondiale. Les relations Europe-EU, Japon-EU en matière d'innovation sont pratiquement toujours oubliées; les enjeux quand ils sont perçus, ne le sont qu'à l'échelle triade-pays émergents, en oubliant les relations intra-PDEM ; voire certains candidats décentrent le propos sur l'innovation dans les stratégies de développement asiatique.

Enfin, l'absence d'exemples régionaux est notable. C'était pourtant un sujet transversal, qui touchait aussi bien le programme de première que de deuxième année, les étudiants étaient donc en droit d'exploiter des exemples régionaux : parcs technologiques de France ou du Japon, instituts informatiques lancés par Rajiv Gandhi en Inde, clusters et autres Silicon aux EU, pôles de compétitivité en France, poids des NTIC aux EU. En général l'équilibre entre grandes idées et exemples n'a pas toujours été respecté : des exemples plus précis, chiffrés et bien localisés étaient les bien venus. On note enfin, comme tous les ans, une relative méconnaissance de l'histoire des entreprises alors que les candidats seront appelés à travailler en entreprise.

Au total donc, un grand sujet de synthèse répondant parfaitement aux programmes et aux exigences de sélection et de classement des candidats.